

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le (voir la date
d'approbation du rapport)

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visites d'inspection du 04/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ACGR Surfaces et ACGR Tôlerie

1 PLACE DE LA GARE
BP 39
59230 Rosult

Références : 220_V3_2024
Code AIOT : 0007001068

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2024 dans l'établissement ACGR Surfaces implanté 1 place de la Gare BP 39 59230 Rosult. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite fait suite au constat, à de nombreuses reprises, de certaines non-conformités graves chez ACGR Surfaces. Cela a conduit à la signature par Monsieur le Préfet du nord d'un arrêté préfectoral de suppression d'installations classées le 20 décembre 2022 et d'un arrêté préfectoral ordonnant la mise sous scellées des installations de galvanisation et de traitement de surface du 31 juillet 2023.

Le 02 mai 2024, à la demande de Monsieur le Procureur de la République, l'exploitant a fait l'objet d'une audition par la Gendarmerie Nationale. Lors de celle-ci, il a indiqué que les engagements suivants seraient respectés d'ici le 30 juin 2024 :

- le dépôt d'un nouveau dossier d'autorisation d'exploiter de ses installations (compte tenu de l'augmentation des capacités de ses bains) ;
- de faire capter et surveiller les bains susceptibles d'émettre des rejets dans l'air ;
- de disposer d'un stockage de 600m³ d'eau d'extinction d'incendie.

La première visite d'inspection, réalisée le 20 juin 2024, avait pour objectif de vérifier, de manière inopinée et avec le concours des forces de l'ordre, si l'exploitant s'était mis en conformité avec les dispositions applicables. En cas de non-respect, les scellés devaient être apposés immédiatement. Cependant, lors de cette première visite, l'inspection constate les nombreuses démarches et travaux réalisés (ou en cours de réalisation). Ainsi l'inspection de l'environnement a décidé de ne pas faire apposer les scellées immédiatement, mais de planifier une nouvelle visite d'inspection dans un délai très court.

La présente visite d'inspection avait été annoncée à l'exploitant le 20 juin 2024, l'inspection n'a pas demandé le concours des forces de police.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACGR Surfaces
- 1 place de la Gare BP 39 59230 Rosult
- Code AIOT : 0007001068
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ACGR Surfaces a été créée en 2013 lors du rachat par le groupe MGF de la société ACGR, qui a été scindé en deux entités, ACGR Surfaces et ACGR Tolerie.

La société ACGR Surfaces regroupe les activités de traitement de surface, de galvanisation et de peinture. L'activité de l'établissement est encadrée par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 1981.

Contexte de l'inspection :

- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Situation administrative ;
- Air ;
- Incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	AP d'apposition de scellés - Captation et surveillance des rejets dans l'air	Arrêté Préfectoral du 31/07/2023, article 1	Sans objet
2	AP d'apposition de scellés - Protection risque incendie	Arrêté Préfectoral du 31/07/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de cette inspection, il a été constaté que l'exploitant s'est mis en conformité avec tous les points examinés à l'exception de l'installation d'un système de captage et de surveillance des rejets atmosphériques du bain de galvanisation.

L'inspection effectuera une nouvelle visite en novembre 2024 pour s'assurer du respect des prescriptions et proposer éventuellement à Monsieur le Préfet du Nord l'abrogation de l'arrêté préfectoral d'apposition de scellés. Si l'installation de galvanisation n'est toujours pas équipée et surveillée, des scellés pourront être apposés à ce moment-là, si nécessaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : AP d'apposition de scellés – rejets dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2023, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Rejets dans l'air
Prescription contrôlée : Considérant la gravité des atteintes aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement liée à la poursuite de l'activité de la société en situation irrégulière, et notamment : <ul style="list-style-type: none">• L'absence de dispositif de captage au-dessus du bain de galvanisation et des bains de traitement de surface, contrairement aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2020 susvisé et l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé, conduit à une atmosphère enfumée dans l'atelier de traitement de surface. Cette atmosphère enfumée est potentiellement explosive et/ou toxique et peut être source de pollution du milieu naturel.• L'absence de surveillance des rejets des dispositifs de captation ne permet pas d'apprécier les conséquences environnementales de cette installation. Article 1 - Apposition de scellés En application des dispositions de l'article L.171-10 du code l'environnement, il est ordonné l'apposition de scellés, par un agent de la force publique, en présence de l'inspection des installations classées, sur le site exploité par la société ACGR SURFACES située sur la commune de ROSULT.
Constats : Les huit bains de traitement acides sont équipés d'un système d'aspiration des rejets atmosphériques. Le dispositif retenu par l'exploitant est composé : <ul style="list-style-type: none">• d'un réseau de gros conduits en PVC repartis de chaque côté des bains (deux conduits pour chaque bain). Chaque conduit est perforé de petits trous permettant au gaz d'être aspiré dans le conduit;• Ces conduits sont raccordés à deux conduits principaux (plus importants en diamètre) conduisant les gaz à deux cheminées d'évacuation placées en périphérie du bâtiment. L'aspiration des gaz vers ces points de rejets est favorisé par deux moteurs. L'ensemble forme un réseau d'évacuation interconnecté.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que tout le système est en réseau avec les deux moteurs en fonctionnement simultané.

Si l'un des deux moteurs est en panne, un fonctionnement "en mode dégradé" avec un seul moteur est possible (évitant ainsi en toute circonstance l'absence complète d'aspiration des vapeurs).

L'ensemble du dispositif est désormais en fonctionnement.

De plus, l'exploitant a mis en place la surveillance hebdomadaire du débit et de la vitesse de l'air du dispositif du captage. Les relevés sont effectués sur 2 points de mesure : côté sableuse et côté station. La surveillance est réalisée via un anémomètre reçu le 25/06/2024

Pour la partie galvanisation :

L'exploitant indique que le bain de galvanisation ne dispose toujours pas d'un système de captage. L'exploitant affirme que le dispositif sera installé d'ici le mois d'octobre. Aucun document justificatif, hormis un plan « de principe » du dispositif de captage n'a été transmis à l'inspection. Lors de la visite, l'inspection constate qu'aucun dispositif de captage n'est mis en place.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une nouvelle visite sera programmée en novembre 2024, avec le concours de l'exploitant, pour constater le fonctionnement effectif de l'ensemble du système d'aspiration et de surveillance des rejets atmosphériques du bain de galvanisation.

L'exploitant est averti qu'en cas de constatation, lors de cette visite de novembre 2024, de l'absence persistante d'un dispositif d'aspiration et de contrôle des rejets pour la partie galvanisation, la mise sous scellées de cette partie de l'installation serait mise en œuvre à cette occasion.

Type de suites proposées : Sans suite dans l'attente de l'inspection de novembre 2024.

N° 2 : Protection risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2023, article 1

Thème(s) : Situation administrative, Protection risque incendie

Prescription contrôlée :

Prescription contrôlée :

(...)

- L'absence de moyens de lutte contre l'incendie empêche la maîtrise d'un éventuel incendie et fait courir un risque aux riverains de l'installation et aux usagers de la ligne de train qui borde l'installation.

(....)

Article 1 - Apposition de scellés

En application des dispositions de l'article L.171-10 du code l'environnement, il est ordonné l'apposition de scellés, par un agent de la force publique, en présence de l'inspection des installations classées, sur le site exploité par la société ACGR SURFACES située sur la commune de ROSULT.

Constats :

L'exploitant a installé une réserve incendie d'une capacité de 600 m³. Cependant, lors de la visite, celle-ci est vide.

L'exploitant explique cette situation par la découverte d'un trou constaté au niveau de la bâche, ne permettant pas son étanchéité complète. Le fournisseur (Duraplaz) doit intervenir afin de combler la fissure.

Par courriel du 15 juillet 2024, l'exploitant a transmis une photo de la réserve d'incendie remplie et en fonctionnement. De plus, l'exploitant a contacté le SDIS afin d'effectuer la reconnaissance initiale.

Par courriel du 29 juillet 2024, l'exploitant a transmis le rapport de visite de reconnaissance opérationnelle initiale réalisé par le SDIS. Les caractéristiques opérationnelles de ce point d'eau ont bien été constatées et le SDIS l'a intégré dans sa base de données comme PEI Privé sous le numéro ACGR 2.

Type de suites proposées : Sans suite